

● (1140)

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

LES NÉGOCIATIONS RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DE
LIENS CONTRACTUELS AVEC LA CEE ET LA QUESTION DE
L'ACHAT DE MATÉRIEL MILITAIRE

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question au ministre des Travaux publics en sa qualité de premier ministre suppléant? Pourrait-il nous dire si, au cours des négociations ou pourparlers en vue d'établir des liens contractuels avec les pays membres de la Communauté économique européenne, il a été question, verbalement ou par écrit, que le Canada fasse l'acquisition à l'étranger de quincaillerie militaire ou d'ateliers d'études et de construction de machines en vue de la mise en œuvre d'un programme de remplacement de la flotte pour le Commandement maritime ou l'acquisition de nouveaux chars de combat?

L'hon. C. M. Drury (premier ministre suppléant): Je ne suis pas au courant de tels arrangements, soit réels soit prévus, mais je me renseignerai volontiers.

* * *

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LA COMMANDE D'AVIONS PATROUILLEURS À LONG RAYON
D'ACTION LOCKHEED—LA QUESTION DU FINANCEMENT ET LA
SIGNATURE DU CONTRAT

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Approvisionnements et Services une question sur les problèmes techniques relatifs au financement à long terme du patrouilleur à long rayon d'action. Est-il vrai qu'après huit années d'étude et deux ans à l'étape finale de la définition, au coût de 11 millions de dollars, alors que le contrat est entre les mains du gouvernement depuis septembre dernier et que le président de Lockheed est venu au Canada en janvier pour la signature officielle, personne ne s'est aperçu que le gouvernement canadien devait payer à Lockheed environ 100 millions de dollars à titre de provision ou de paiement provisoire?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le président, nous sommes à étudier le problème de financement à long terme. Le ministre de la Défense nationale y regarde de plus près, et je ne voudrais pas, à ce moment-ci, dévoiler quoi que ce soit qui pourrait nuire aux négociations en cours. Voilà pourquoi je demanderais à l'honorable député d'être patient. D'ici quelques jours, je pense qu'avec le ministre de la Défense nationale, nous serons en mesure de dire exactement ce qu'il advient de ce contrat.

[Traduction]

M. McKinnon: La patience est l'une des grandes vertus des Canadiens, monsieur l'Orateur. J'aimerais savoir s'il est vrai que le gouvernement canadien tenait pour acquis avec une naïveté presque incroyable, que Lockheed assurerait le prétendu financement à long terme et ne disposait

Questions orales

pas lui-même des fonds nécessaires, que le gouvernement canadien a été surpris d'apprendre qu'il était censé faire les fonds de l'entreprise et qu'il cherche cet argent depuis six semaines?

[Français]

M. Goyer: Monsieur le président, naturellement, l'honorable député a le droit de faire des observations, mais je m'en tiens à ce que j'ai dit dans la première partie de ma réponse.

* * *

[Traduction]

L'IMMIGRATION

LES PROVINCES ET LES OBJECTIFS DÉMOGRAPHIQUES
NATIONAUX—LE PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI—LA
POSSIBILITÉ DE PRÉSENTATION D'UN EXPOSÉ DE PRINCIPE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant à la suite du discours prononcé par le ministre de la Main-d'œuvre devant le Sales Club de Toronto au sujet de l'accroissement démographique au Canada. Les provinces et les territoires ont-ils refusé pour le moment de participer à la rédaction d'un accord national sur la démographie portant sur des objectifs démographiques nationaux? Si oui, le gouvernement a-t-il l'intention de présenter un exposé de principe sur cette question avant de proposer des modifications à la loi sur l'immigration?

L'hon. C. M. Drury (premier ministre suppléant): Je serai heureux de discuter de cette question avec le ministre de la Main-d'œuvre quand il aura recouvré complètement la santé.

M. Stanfield: Vous voulez dire l'usage de ses facultés.

M. Alexander: J'espère bien que le premier ministre suppléant insistera auprès du ministre et saura le convaincre de la nécessité de cette politique avant la présentation de modifications à la loi sur l'immigration.

* * *

LE LOGEMENT

L'EXODE DES CITADINS VERS LES PETITES LOCALITÉS—LES
MESURES D'AIDE ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): J'ai une question pour le ministre responsable du logement, qui est mêlé à la discussion avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être. Dans le même discours à Toronto—le ministre ne m'écoutait peut-être pas—le ministre de la Main-d'œuvre a parlé des objectifs démographiques nationaux. Il a dit que le gouvernement se devait de faire davantage pour encourager la population à aller vivre dans les petites villes plutôt que dans les grands centres, et qu'à son avis, cela touchait les transports, l'enseignement, le logement, les communications et les services sociaux. Le ministre pourrait-il me dire s'il présentera une politique plus réussie que celles qu'il a présentées dans le passé en matière de logement, afin de favoriser un mouvement en ce sens? Y songe-t-il ou est-il encore indécis?